

Une lutte résolue contre l'antisémitisme

Recueil de publications (2005-2021)

UJFP

DOSSIER 8

Une lutte contre l'antisémitisme inscrite dans le front de l'antiracisme politique

Table des matières

DOSSIER 8. Une lutte contre l'antisémitisme inscrite dans le front de l'antiracisme politique.....	2
69. « En tant que juifs, dans les quartiers populaires, nous sommes extraordinairement accueillis ».....	2
70. Renforcer l'axe de résistance.....	6
71. Pourquoi veut-on réduire au silence les militants de l'antiracisme politique ?.....	10
72. La lutte contre l'antisémitisme se fera dans la solidarité !.....	14
73. Montreuil : tags anti-Juifs et anti-Rroms sur l'école Anne Frank.....	15
74. Le manifeste de la haine et de la stigmatisation.....	17

DOSSIER 8.

Une lutte contre l'antisémitisme inscrite dans le front de l'antiracisme politique

69.

« En tant que juifs, dans les quartiers populaires, nous sommes extraordinairement accueillis »

Auteur : Dominique Natanson

Date : 8 septembre 2017

Contexte : Alors que commence à se construire une plateforme des organisations de l'antiracisme politique et décolonial, Dominique Natanson est interviewé par Yunes Bel Hadj, du *Muslim Post*.

Lien : <https://ujfp.org/en-tant-que-juifs-dans-les-quartiers-populaires-nous-sommes-extraordinairement-accueillis/>

Dominique Natanson est coprésident de l'UJFP. Il évoque avec nous la politique israélienne et le mouvement BDS, et énumère les actions de son association. Créée il y a plus de vingt ans, cette association milite contre le racisme et pour le boycott d'Israël. Il nous explique les actions de l'UJFP.

Le MuslimPost : Comment est née l'Union juive française pour la paix ?

Dominique Natanson : En, 1994, l'UJFP se crée sur la base du conflit israélo-palestinien, comme on le nommait à l'époque. Bien que le mot « conflit » ne soit pas approprié, on est dans une occupation, dans un système d'apartheid, dans un phénomène colonial, on n'est plus réellement dans un conflit. Nous sommes plus dans une situation d'oppression coloniale qui crée une situation

d'inégalités incroyable. Entre des Palestiniens soumis à l'injustice militaire et « une des plus grandes démocraties du monde », dit Israël, le contraste est absolument incroyable. L'UJFP a connu un développement en particulier au moment des différentes agressions israéliennes. Nous ne prétendons pas représenter tous les juifs de France, il y a une diversité parmi les juifs qui est aussi considérable qu'entre tous les Français. Nous sommes une organisation qui s'est créée principalement sur la question palestinienne. Assez vite, nous sommes entrés dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), et nous participons à des actions de boycott et à des interventions sur les questions de compréhension de ce qui se passe en Palestine dans les quartiers populaires. Dans ces actions en France, on a été amenés à rencontrer des gens qui se battaient contre le racisme. Cela paraissait assez difficile de se battre contre le racisme et l'apartheid en Palestine et de ne pas intervenir aux côtés des gens avec qui on se bat sur ces questions palestiniennes en France même. Nous avons fait un pas important sur la question de l'antiracisme politique et décolonial, car il fallait que la logique que l'on applique en Palestine, c'est-à-dire la logique de justice et d'égalités des droits s'applique aussi à nos camarades de luttes dans les quartiers populaires et dans les régions.

« Le CRIF isole les juifs de la société française pour les faire partir »

Sur des questions comme les violences policières ou le racisme, on a été amenés à intervenir de plus en plus. Récemment nous avons publié « Une parole juive contre le racisme » dans lequel on développe l'idée qu'il s'agit de se battre ensemble contre le racisme et non pas « contre le racisme et l'antisémitisme », alors qu'on essaye de nous imposer cette formule qui nous paraît assez discutable dans la mesure où elle hiérarchise le racisme. Nous pensons au contraire que dans la situation actuelle, bien qu'il y ait encore de l'antisémitisme, les juifs ne sont plus la cible principale du racisme, dans la société française. Ce qui se développe aujourd'hui, c'est avant tout l'islamophobie, la négrophobie, le racisme anti-asiatiques, le racisme contre les Rroms. C'est dans ce contexte là que nous voulons contribuer à notre modeste place car nous sommes une petite association, parce que nous ne sommes pas les principales victimes du racisme. Les juifs sont peu victimes de discrimination, de violences policières. Nous avons une position qui est en soutien à un mouvement antiraciste de type nouveau et non pas un antiracisme moral des grandes organisations du passé, mais qui partent des racisés eux-mêmes.

« La majorité des juifs français est peut-être sioniste mais a plus de mal qu'autrefois à le dire. Netanyahu a mené Israël dans une impasse »

Quelles sont les actions de l'UJFP ?

Les actions de l'UJFP se font souvent dans un cadre collectif, mais on essaie d'y apporter une voix spécifique, car il existe plusieurs points de vue chez les juifs. Certains ont soit une parole distincte de celle du CRIF, d'autres sont inconditionnels d'Israël quels que soient les crimes que commet le gouvernement israélien. Cette distanciation et cette différenciation, elle joue un rôle important. L'histoire des juifs est douloureuse, on ne reste pas focalisé sur elle, mais on essaie plutôt de l'ouvrir sur des luttes antiracistes et d'émancipation d'aujourd'hui. C'est le reproche qu'on fait à un certain nombre de gens qui, à partir de la Shoah, seraient sur la position « pourvu que cela ne nous arrive plus », alors que la nôtre est plutôt « pourvu que cela n'arrive plus à personne. » A

cet égard-là, on reprend des traditions anciennes du mouvement juif d'émancipation et de contestation qui étaient souvent des mouvements antisionistes. Je pense au Bund polonais de l'entre-deux guerres qui, après la déclaration Balfour, se bat becs et ongles contre les sionistes. La grande majorité des juifs avant 1939 était antisioniste, on est dans cette tradition de contestation sociale et de solidarité avec d'autres groupes ou mouvements. Les 3 millions de juifs en Pologne n'étaient, pour la plupart, pas sionistes. Pour preuve, aux élections de 1922, le Bund, qui était un mouvement antisioniste, a fait 82 % des voix. Ces gens ont été exterminés et ceci a permis aux sionistes de l'emporter. La politique actuelle sioniste en France consiste à isoler les juifs de la société française, pour les faire venir en Israël. Pour cela, on fait croire que vivre avec les autres n'est pas possible. Or, nous pensons que les juifs ont leur place dans la société française et dans les luttes sociales en France.

« Le philosémitisme de Valls a instrumentalisé les juifs contre les Musulmans »

Quelles sont vos relations avec le CRIF, qui lui défend la politique sioniste ?

Nous sommes régulièrement attaqués par le CRIF, même quand nous écrivons un livre contre le racisme. Nous avons été victimes de la Ligue de Défense Juive (LDJ), nos dirigeants ont subi des attaques du hacker Ulcan qui s'était amusé à envoyer le RAID chez l'un des responsables de l'UJFP (Pierre Stambul, ndlr). Nous sommes parfois victimes d'agressions, le plus souvent verbales, mais nous prenons nos précautions. Mais en parallèle, nous avons des expériences formidables d'accueil dans les quartiers populaires, comme lors de mon intervention dans le quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie où les gens venaient faire des selfies avec nous dans une superbe atmosphère. En tant que juifs, nous sommes vraiment accueillis de manière extraordinaire.

La majorité des juifs français est peut-être sioniste mais a plus de mal qu'autrefois à le dire. Dans ma propre famille, lorsque j'abordais la question palestinienne, on me sautait dessus. Aujourd'hui, les juifs de gauche pro-israéliens sont gênés par l'impasse dans laquelle Netanyahu et sa politique mènent Israël. Ils mettront du temps à sortir de cette espèce de soutien inconditionnel quasi stalinien, comme les communistes soutenant l'URSS, même quand on leur apportait des preuves.

Les critiques existent de la part de gens qui sont plutôt réputés sionistes, comme aux États-Unis, qui étaient réputés pour être le pays du lobby sioniste. Maintenant, des manifestations de milliers de juifs contre l'occupation et contre l'AIPAC (le lobby israélien aux USA, ndlr) sont organisées.

En France, on constate une instrumentalisation de la part des gouvernements récents, de Manuel Valls à Macron. Montrer en exemple la communauté juive comme le faisait Valls dans un philosémitisme qui a l'air d'être sympathique pour les juifs, en fait, c'est une manière d'instrumentaliser les juifs pour montrer qu'il y a des catégories assimilables et d'autres qui ne le seraient pas, en particulier les Musulmans. Ce philosémitisme d'État est dangereux, car il met à l'écart les juifs soi-disant pour de bonnes intentions, alors qu'en réalité les mettre à l'écart, c'est les mettre en danger.

L'invitation de Netanyahu par Emmanuel Macron est une manière de dire que les juifs sont à part de la société française et qu'ils devraient être représentés par un chef d'État étranger, ce qui est extrêmement curieux et très dangereux. L'ensemble des juifs doivent être sionistes car, selon

Macron, l'antisionisme est une forme d'antisémitisme, on assimile la totalité d'une population à une idéologie politique qui est par ailleurs nationaliste et colonialiste.

Dans la société française, on n'ignore pas ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale. Du coup, la solidarité des Musulmans avec les Palestiniens, qui est noble et basée sur l'idée de justice et d'égalité des droits, est assimilée à de l'antisémitisme. Et ça, c'est insupportable ! Les Musulmans que nous rencontrons dans les luttes sociales sont très sensibles à la question de l'antisémitisme et ne supportent pas l'assimilation que l'ont fait de leur position politique à de l'antisémitisme.

On entend de plus en plus parler d'un antisémitisme qui serait spécifique aux musulmans...

Cette instrumentalisation de l'antisémitisme a deux objectifs : le premier est, pour Netanyahu, de faire venir les juifs de France en Israël pour des raisons démographiques, car le projet sioniste ne peut pas tenir s'il n'est pas alimenté continuellement démographiquement. Le deuxième est de s'en servir pour disqualifier la lutte antiraciste et anti-islamophobie. Il y aurait, d'un côté, une lutte antiraciste noble qui serait la lutte contre l'antisémitisme et, de l'autre, l'islamophobie n'existerait même pas. Le CRIF, qui ne représente que partiellement les juifs de France, est un gardien du sionisme en France et se tait par exemple sur la question des migrants.

***« Il est plus difficile pour un musulman de mener des actions que pour un militant juif »
Est-il plus simple de critiquer la politique israélienne en tant que juif ?***

On a un de nos militants qui est passé en procès à Metz pour avoir participé à une action de BDS, mais la plupart du temps, les autorités ont un peu plus de mal à faire passer en justice des militants juifs en les accusant d'antisémitisme. Michèle Sibony est intervenue au procès de Georges Bensoussan qui avait expliqué que « dans les familles Arabes en France (...) l'antisémitisme on le tête avec le lait de sa mère », et il avait d'ailleurs été acquitté. Nous intervenons dans ces situations-là, et la présence de militants juifs dans BDS oblige parfois les autorités à être plus vigilantes. Il y a un combat et nous faisons partie de ce combat. Mais il est vrai qu'il est plus difficile pour un musulman de mener des actions que pour un militant juif qui est, d'une certaine manière, un peu protégé par le philosémitisme d'État.

On sent une volonté d'incriminer de plus en plus BDS, nous sommes l'un des seuls États où BDS est dans le collimateur des autorités, alors que dans d'autres pays comme l'Espagne par exemple où des villes entières se déclarent BDS.

Bientôt, la Cour européenne va statuer sur la légalité du boycott. Quel est votre état d'esprit ?

Même si elle statuait de manière négative, il n'y a pour l'instant aucune loi qui interdit le boycott. On sait que le boycott est une arme importante car elle est pacifique et c'est une arme de la liberté d'expression, et on la défendra aux côtés de nos camarades.



70.

Renforcer l'axe de résistance.

Auteur : Michèle Sibony

Date : 10 décembre 2017

Contexte : Dans un climat d'attaques de plus en plus fréquentes contre les militants de l'antiracisme politique, se tient une Journée internationale contre l'islamophobie : intervention de Michèle Sibony

Lien : <https://ujfp.org/journee-internationale-contre-lislamophobie-du-10-decembre-2017-intervention-de-michele-sibony/>

Je voudrais commencer par caractériser l'offensive d'une rare violence que nous vivons depuis le tournant du millénaire, qui fait exploser littéralement des pays des états, impose partout la loi du plus fort, impose dans nos sociétés un racisme virulent qui crée une hiérarchie sociale de division et de domination, organise la casse systématique et « raisonnable » de l'école, de la santé, du travail, de la retraite, et programme de la naissance à la mort un affaiblissement des conditions de vie des plus fragiles d'entre nous. Les frontières se ferment aux migrants leur refusant et nous refusant l'humanité la plus élémentaire. Devant un tel désastre il nous faut comprendre que nous n'avons qu'une arme efficace à notre disposition : les liens que nous sommes et seront capables de tisser entre nous pour lutter ensemble.

Les trois piliers de l'offensive d'aujourd'hui sont un libéralisme forcené qui liquide tous les droits sociaux dont nous tous avons besoin pour vivre dans la dignité, un racisme forcené qui divise nos forces, désigne des coupables potentiels pour les attaques terroristes en Europe, sur le mode de la fable le loup et l'agneau « si ce n'est toi c'est donc ton frère » sans jamais prendre en compte qu'à l'échelle mondiale, ce sont justement les Musulmans et les États dans lesquels ils vivent qui sont les victimes principales de ce terrorisme. Et un sionisme forcené, sionisme d'État lui aussi, qui permet au plus haut niveau de nos gouvernements d'adopter une vision du monde profondément inégalitaire et injuste, ultra libérale et raciste justement, en désignant de plus tous les opposants à Israël comme des antisémites. Donc en se servant des juifs utilisés comme fer de lance de cette offensive. Et il est vraisemblable qu'au moment utile ils seront présentés comme les principaux responsables et serviront de bouc émissaire.

L'intrication de ces trois piliers se voit par exemple chez Trump et son entourage : néocons ultra-libéraux, on se souvient des attaques haineuses contre l'Obama Care et toute forme de sécurité sociale, raciste, islamophobe ,négrophobe, antisémite et sioniste.

Renforcer l'axe de la résistance, c'est reconnaître que tous et chacun nous sommes à la fois contre le libéralisme sauvage qui détruit nos sociétés, contre le racisme et contre le sionisme qui continue de détruire la Palestine, et d'installer un régime d'apartheid entre la mer et le Jourdain. Et c'est renforcer nos alliances quels que soient par ailleurs les débats internes et bienveillants que nous pouvons conduire entre nous. Je prendrai l'exemple ici de la véritable chasse aux sorcières qui est menée contre Houria Boutelja, porte-parole du PIR et contre le PIR. Il faut défendre les intellectuels et les médias attaqués parce qu'ils perçoivent et critiquent l'islamophobie et l'ultra libéralisme ; il faut défendre le CCIF quand ses dirigeants sont définis comme des soutiens du terrorisme, et il faut défendre le PIR et Houria Bouteldja en particulier, quand la diabolisation va jusqu'à la désigner comme antisémite, homophobe et raciste, anti féministe, par une lecture perverse, quand il y a lecture d'ailleurs, et vicieuse de ses textes.

Nos alliances ne signifient pas que nous sommes d'accord avec tout ce que nous disons les uns et les autres, dans toute alliance, et même dans le mariage, les différences comptent autant que les ressemblances. Nos alliances, nos liens signifient que nous sommes solidaires contre chaque parcelle attaquée de notre camp antiraciste, antisioniste et anti-libéral. Nous avons nous aussi trois piliers en commun : la fin du néoconservatisme, la lutte pour l'égalité et contre le racisme, la lutte contre le régime sioniste d'Israël aussi parce ce qu'il veut nous imposer comme modèle de société et de gouvernance : la politique de la force et du fait accompli.

Nous devons nous unir dans cette lutte, parce tous, nous sommes assignés, et manipulés par cette offensive, les Arabes musulmans, danger intérieur terroriste, les juifs blanchis et soutien inconditionnel du sionisme, et les autres, qui croient pouvoir se payer le luxe d'échapper sans efforts à l'assignation de dominant, protecteur de l'héritage colonial et détenteur de privilège. Juifs, Musulmans ou issus du groupe dominant nous voulons tous sortir de ces assignations seul moyen d'établir l'égalité. Nous voulons tous nous décoloniser, comme on dit dans le camp anticolonialiste israélien, décoloniser c'est aussi décoloniser le colon. Le PIR est sans doute le mouvement qui a rendu visible la condition raciale et alimenté la réflexion décoloniale en France c'est sans doute la raison des attaques contre lui. Cet aspect-là doit être tu à tout prix. Mais je dirai qu'il est trop tard, le bien est fait, et nombre d'entre nous éveillés, réveillés à ces questions, continuent par eux-mêmes, à leur façon cette réflexion et ce chemin qui croise celui du racisme, de la colonialité du monde, et du libéralisme destructeur, et ils débattent avec le PIR dans le respect et l'amitié.

Renforcer l'axe de la résistance que nous constituons c'est conjuguer ensemble nos points communs : faire apparaître les revendications décoloniales incluant la lutte contre le régime sioniste et BDS dans les manifestations contre la casse sociale. De même rendre visibles nos revendications sociales dans les événements antiracistes. Refuser de reproduire entre nous les hiérarchies et dominations qui nous sont imposées par l'offensive.

Je voudrais préciser ce que j'entends par le pilier sioniste de l'offensive, et je citerai pour cela l'extrait d'un texte publié par Pascal Boniface récemment sur son blog :

« Lorsque M. Gozlan évoque le lien qui m'unirait à T. Ramadan, à savoir la mise en cause obsessionnelle d'Israël bien au-delà des choix politiques de l'État hébreu, elle trahit sa propre défense obsessionnelle d'Israël. Car c'est bien là le fond du problème, mal assumé, qui ne peut que la mettre mal à l'aise par rapport à un juif universaliste comme Edgar Morin. En effet, ceux qui

sont jetés en pâture à l'opinion publique sont en réalité davantage visés pour avoir dénoncé l'occupation israélienne que d'avoir débattu avec T. Ramadan...»

Pascal Boniface vise très juste en effet, ce qui se cache mais se conjugue étroitement avec l'islamophobie c'est l'indéfectible soutien à Israël. Un philosionisme (qui a très peu à voir avec du philosémitisme et sans doute beaucoup plus avec de l'antisémitisme.

Si l'on considère l'histoire récente, c'est en même temps que le début de la deuxième Intifada que Bush rapatrie les juifs dans un « occident judéo-chrétien » défini comme l'axe du bien en lutte contre un axe du mal constitué par l'Islam. Le rôle d'Israël et donc son soutien est intrinsèquement lié à l'offensive sur l'Islam. La casse sociale organisée en Europe et en France tout particulièrement, se sert du racisme islamophobe comme élément de diversion et de division, articulé au soutien politique d'Israël dans un Moyen Orient perçu comme une nouvelle zone à coloniser, dominer, contrôler par tous les moyens.

Avec la reconnaissance étatsunienne de l'annexion de Jérusalem, nous sommes dans une situation qui ressemble au moment de la déclaration Balfour, dit un Palestinien interviewé dans la rue à Jérusalem dans Libération. Il n'a pas tort sur deux plans, celui de la liquidation unilatérale encore une fois du droit du peuple palestinien. Mais aussi celui de l'antisémitisme sous-jacent à cette déclaration.

La position française exprimée par Macron et Valls avant lui qui transforme les juifs, tous les juifs en sionistes nous met dehors à pas de velours. Comme en 1917 au moment de la déclaration Balfour, on constate que les principaux artisans britanniques et soutiens du foyer juif en Palestine, détestaient les juifs, étaient antisémites et voyaient une Europe chrétienne blanche vidée de ces éléments étrangers. Ils l'ont écrit, et mis en œuvre dans leur politique de refus de l'immigration juive russe et polonaise en Grande Bretagne. L'histoire leur donna sinistrement raison avec la Deuxième guerre mondiale et la catastrophe du génocide qui vide l'Europe de ses juifs.

Non seulement l'UE, et la France, n'ont aucune intention de ne serait-ce qu'imposer une limite à Israël dans sa conquête de la Palestine, mais il y a une décision claire de nos gouvernements d'empêcher tout ce qui pourrait gêner Israël. Or, la seule chose qui le gêne depuis le tournant du millénaire c'est la Campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). D'où la volonté de plus en plus générale de le criminaliser et si possible l'interdire. La formule proposée par Israël : antisionisme = antisémitisme est introduite en France d'abord par le rapport Rufin commandé par Sarkozy en 2004, puis la circulaire Alliot Marie de 2010 puis par Valls et Macron : si antisionisme = antisémitisme, alors BDS est antisémite et on doit l'interdire. Car BDS lutte clairement contre la nature sioniste du régime israélien depuis sa naissance. Celle qui permet l'expulsion, la destruction, la discrimination entre ses citoyens de nationalité juive ou arabe, qui atteint aujourd'hui et même les dépasse les dimensions de l'apartheid. Ce que l'on cherche à mettre au pas en même temps, n'en doutons pas, c'est notre propre expression, notre liberté d'opinion et d'action de citoyens libres. Là aussi quelles que soient les différences entre nous, si nous sommes d'accord qu'il faut absolument dire stop à Israël dans sa destruction de la Palestine, et qu'il faut défendre notre liberté de citoyen de dire non avec l'outil citoyen et pacifique du BDS, le seul qui soit parvenu à inquiéter ce régime, nous devons absolument lutter ensemble contre l'assimilation scandaleuse de ces deux notions antisémitisme et antisionisme et pour le développement de la Campagne BDS.

Si la confusion antisionisme et antisémitisme a d'abord servi contre les Musulmans et les Arabes, comme carburant de l'islamophobie, le sionisme lui est en train de tuer le judaïsme. Le judaïsme c'est la loi contre la jungle, c'est les dix commandements, c'est la loi du talion si mal interprétée par l'ignorance européenne comme un principe primitif de vengeance, alors que la loi du talion c'est la notion avant-gardiste de la proportionnalité des peines. Le sionisme impose la loi du plus fort, et le régime israélien s'est mis hors la loi toutes catégories du droit international, humanitaire, des traités signés... Il participe de l'imposition d'un racisme généralisé, et de la déréglementation généralisée que nous subissons au niveau du droit international, si tout est permis pour Israël alors tout est permis tout court, nous le voyons tous les jours.

Nous ne devons rien céder au racisme antijuif, ne rien céder à l'antisémitisme, et ne rien céder à l'imposture qui consiste à confondre antisionisme et antisémitisme. Car cette imposture est l'un des fondements de l'offensive islamophobe.

Je voudrais rappeler pour conclure les mots d'une autre « Sorcière » palestino-américaine, Linda Sarsour. Cette avocate pour les Musulmans américains, la réforme de la justice pénale et les droits civils, ancienne directrice exécutive de l'Arab American Association de NY, co-présidente en janvier dernier de la marche nationale des femmes est diabolisée aux États-Unis pour son soutien au BDS. Invitée à intervenir dans un colloque organisé par Jewish Voice for Peace le 29 novembre dernier – Colloque très menacé lui aussi d'annulation suite aux pressions de la gauche à l'extrême droite en raison de sa présence- elle a déclaré :

L'intersectionnalité ce n'est pas juste que les blancs et les noirs doivent s'organiser ensemble, ou que les juifs et les Musulmans doivent s'organiser ensemble. C'est que nous devons tous nous organiser aux intersections de l'oppression et considérer l'oppression comme connectée.

L'antisémitisme est une branche du grand arbre du racisme, a-t-elle ajouté. Vous ne pouvez juste vous intéresser à une seule branche, vous devez vous intéresser à toutes les branches ensemble pour pouvoir appréhender la racine du problème...

Sur l'antisémitisme :

Sans relation à leurs sentiments vis-à-vis d'Israël, juifs comme non juifs doivent s'engager à défaire l'antisémitisme. La menace existentielle réside à la Maison Blanche, et si ce que vous lisez toute la journée dans les média est que Linda Sarsour et le Ministre Louis Farrakhan sont la menace existentielle pour la communauté juive, alors quelque chose de vraiment grave va se produire et nous allons rater la cible, passer à côté de la question.

Sur le moment politique :

... ne parlons pas du mouvement des droits civiques d'il y a 50 ans, parce qu'il y a un mouvement des droits civils qui se produit maintenant Nous vivons sous le fascisme et nous avons besoin de tout le monde sur le pont...

Ce dont elle parle nous concerne, nous ressemble et nous devrions l'écouter.

Michèle Sibony



71.

Pourquoi veut-on réduire au silence les militants de l'antiracisme politique ?

Auteur : Emmeline Fagot

Date : 10 décembre 2017

Contexte : Dans un climat d'attaques de plus en plus fréquentes contre les militants de l'antiracisme politique, se tient une Journée internationale contre l'islamophobie : intervention d'Emmeline Fagot

Lien : <https://ujfp.org/journee-internationale-contre-lislamophobie-du-10-decembre-2017-intervention-demmeline-fagot/>

1) Constat : A priori, on ne nous fait pas taire.

Là où d'autres sont attaqués frontalement et avec une violence inouïe, l'UJFP est à ce jour épargnée. C'est donc notre rôle, voire notre responsabilité compte tenu de la situation plus avantageuse qui est la nôtre, de prendre la parole sur ces sujets-là, pour aider le mouvement de l'antiracisme politique dans son intégralité.

Dernier exemple en date : le syndicat Sud Éducation se voit menacé d'un procès par le Ministre de l'Éducation pour avoir employé le terme « racisme d'État », que M. Blanquer qualifie d'épouvantable, lors d'un stage de formation syndicale. Il me semble qu'avant de porter un jugement sur un concept, il convient d'abord de le définir. Selon la militante féministe et antiraciste Mélusine, « la notion de "racisme institutionnel" expose les mécanismes de discriminations directes et indirectes auxquelles font face les racisé.e.s à l'école, sur le marché du travail ou auprès de l'administration et des services publics. »

L'idée de « racisme d'État », quant à elle, interroge l'impact du système raciste sur la structure même de l'État et les choix de politiques publiques ». Pierre Tevanian, de son côté, précise qu'« il ne faut pas réduire la politique d'un État à son œuvre de législation [...] Et de la même manière qu'il y a des paroles racistes, il y a des silences racistes, un laisser-faire raciste. » On peut légitimement s'interroger sur la pertinence de ce terme comme de tout autre concept scientifique mais empêcher tout débat en choisissant le recours à des poursuites judiciaires pour faire taire celles et ceux qui souhaitent aborder cette question a de quoi interroger. Cette démarche aboutit en effet à détourner l'attention de la réalité de discriminations systémiques subies par des catégories de la population pour jeter l'opprobre sur des militants syndicaux jugés dangereux et, c'est le comble, racistes ! Et pourtant, nommer un mal, c'est en reconnaître l'existence, ce qui constitue la première étape nécessaire au combat qu'il faut mener pour s'en défaire.

Le terme « racisme d'État » est en tout cas utilisé par l'UJFP et ses militants depuis de nombreuses années, lors de prises de parole publiques, dans ses communiqués et, plus récemment, dans une série de clips intitulé *Paroles juives contre le racisme* dont l'association vient de commencer la diffusion sur internet. A ce jour, nous n'avons pas encore été la cible d'un procès, sur

le fond ou juridique, par les autorités. Certes, nous faisons l'objet de remarques insultantes et diffamatoires de la part de personnalités et médias pro-israéliens et/ou réactionnaires mais jusqu'ici, nous n'avons pas été la cible d'attaques répétées de responsables politiques de premier plan, encore moins d'une menace de poursuites judiciaires.

2) Comment interpréter ce traitement spécial ?

Il est vrai qu'il paraît actuellement difficile de s'en prendre à une association juive car les Juifs font l'objet d'un processus de racisation particulier depuis des années. Ce processus peut s'apparenter, à première vue, à du philo-sémitisme. En effet, il semble que les citoyens juifs de ce pays bénéficient d'une certaine forme de privilège, notamment en ce qui concerne ce que l'on a coutume d'appeler « le devoir de mémoire » et la lutte contre le racisme. Concrètement, cela se traduit par l'emploi continu de l'expression « lutte contre le racisme et l'antisémitisme » par des organismes directement liés à l'État comme la DILCRA (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme) ou certains de ses partenaires officiels comme la LICRA. Cette lutte est même considérée comme l'une « des missions fondamentales de l'École, réaffirmée dans la loi de refondation de l'École de la République du 8 juillet 2013 ». Cette différenciation dans le combat antiraciste officiel fait écho à l'amnésie sélective du pays quant à certaines pages sombres de son histoire. Si la reconnaissance de sa culpabilité par la France au moment de Vichy ne fait plus de doute et a rendu légitimes des réparations et multiples hommages, le pays semble avoir beaucoup plus de difficultés à regarder en face son passé esclavagiste et colonial. Du moins, s'il le reconnaît officiellement, nombreux sont ceux qui, dans la classe politique et médiatique, s'insurgent contre une « repentance » à leurs yeux infondée et insupportable.

Pour toutes ces raisons, les Français juifs seraient donc une « communauté » à part, qui bénéficierait d'une attention particulière et d'une protection spéciale. Drôle de citoyenneté que celle qui consiste à vous extraire du corps national... Pour reprendre les propos de Rudolf Bkouche, regretté membre de l'UJFP : « la philie, en particulier lorsqu'elle est prise en charge par l'État, a d'autres enjeux, enjeux essentiellement politiques, dont le plus important est de diviser en fabriquant du ressentiment ». En somme, l'adage « diviser pour mieux régner » se vérifie toujours et en France, aujourd'hui, la division des minorités passe par l'accord de pseudo-privilèges à certains racisés au détriment d'autres. Ceux-là, en plus de subir des discriminations systémiques et les sorties islamophobes, négrophobes et romophobes de nombreux intellectuels, journalistes ou responsables politiques, sont réduits au silence par l'accusation rédhibitoire et infamante d'antisémitisme lorsqu'ils manifestent une colère face à ce qu'il faut bien appeler un « deux poids/deux mesures ».

Parallèlement à cela, plusieurs responsables politiques de premier plan qui se sont succédé ces dernières années, parmi lesquels l'ancien Premier ministre Manuel Valls et, ce qui est encore plus grave, l'actuel Président de la République Emmanuel Macron, ont repris à leur compte l'équation fallacieuse « antisionisme = antisémitisme ». Autrement dit, quiconque critique la politique israélienne n'agit en réalité que par antijudaïsme primaire. Comme si la haine d'individus pour ce qu'ils sont et la critique d'une politique coloniale également dénoncée par de multiples ONG et instances internationales étaient la même chose ! Rares sont les dupes qui ne perçoivent plus le chantage au racisme voué à faire taire des prises de positions politiques parfois portées par des descendants de l'immigration post-coloniale, pour certains d'ailleurs acteurs de l'antiracisme

politique. Et pourtant, si la ficelle paraît bien grosse et de moins en moins convaincante, elle s'utilise encore... Alors on est en droit de se demander « pourquoi » ? Un tel traitement qui alimente in fine l'antisémitisme qu'il prétend combattre doit-il vraiment être nommé philosémitisme ? Quand on repense que, pour la dernière commémoration de la rafle du Vél' d'hiv', c'est le Premier ministre israélien qu'Emmanuel Macron a choisi d'inviter, on peut légitimement s'interroger sur le message adressé aux Juifs de France : sont-ils des citoyens un peu différents, pas tout à fait Français et qui, par conséquent, doivent être représentés par l'État d'Israël, même lorsqu'il s'agit de se rappeler un crime « franco-français » ? En somme, plutôt que de parler de philosémitisme, n'aurait-on pas à faire à du philosionisme ? Et si oui, comment l'expliquer ?

Cela arrange la France de nier la parole portée, entre autres, par l'UJFP. Nous attaquer frontalement, ce serait aussi risquer de nous donner une exposition médiatique qui laisserait entendre nos positions ; or les autorités ont besoin des Juifs comme prétexte pour justifier les liens privilégiés de la France avec Israël. Ne soyons pas naïfs : cela a peu à voir avec son passé vichyste mais plutôt avec les nombreux intérêts économiques, géostratégiques, militaires et scientifiques que le pays espère défendre en conservant un partenariat solide avec Tel Aviv. Seulement voilà : il est plus aisé de justifier le soutien à Israël en présentant le pays comme un rempart contre le racisme antijuif que par l'opportunité qu'il représente au niveau du commerce d'armes ou encore, par exemple, de la coopération sécuritaire (contraire aux engagements de la France à respecter le droit international humanitaire). Dans ce système, les Juifs ne sont que les pions d'un calcul politique qui les renvoie sans cesse à leur altérité. Le gouvernement n'a de toute évidence pas intérêt à laisser entendre une parole juive opposée au sionisme, qui rappelle qu'il n'est pas, loin de là, synonyme de judaïsme ou de judéité, et qui dénonce cette idéologie pour ce qu'elle est : une forme de colonialisme qui prône la séparation entre Juifs et non-Juifs, commet des crimes quotidiens contre les Palestiniens, et discrimine parfois brutalement les non-Juifs vivant en Israël. Alors, là où des partenaires de l'antiracisme politique ou leurs relais subissent des agressions frontales violentes destinées à leur faire « rendre gorge » comme a déclaré Manuel Valls à l'encontre d'Edwy Plenel et Mediapart, on peut penser que le silence qui a pour l'instant prévalu quant aux actions de l'UJFP n'est qu'une stratégie pour faire taire notre parole. Et notre association n'est pas la seule voix juive dissidente à ne trouver que peu d'écho dans la société. L'absence de reprise éditoriale du livre *Un boycott légitime: pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël* d'Armelle Laborie et du cinéaste israélien Eyal Sivan, en est une autre illustration.

3) Et demain ?

Mais peut-être que cet « angle mort » dans la répression du mouvement de l'antiracisme politique n'est que temporaire ? Après tout, il ne faut pas oublier qu'après la parution de notre précédent livre Une parole juive contre le racisme, subventionné par le CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires), Roger Cukierman, le président du CRIF avait adressé un courrier au Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, pour lui signifier qu'il était « désagréablement surpris » que le CGET parraine « les dérives antisionistes et propagandistes d'un petit groupe militant ». Alors qui peut dire combien de temps encore notre parole ne sera pas la cible d'attaques plus directes et brutales ?

Le professeur de Frantz Fanon l'avait mis en garde en lui disant « Quand vous entendez dire du mal des Juifs, dressez l'oreille, on parle de vous » Je crois qu'aujourd'hui, la même prudence est de

mise pour les personnalités ou organisations juives, surtout celles qui rejettent l'assignation au sionisme : « Quand vous entendez dire du mal des autres racisés et leurs partenaires, dressez l'oreille, on parle de vous. ».

Emmeline Fagot



72. La lutte contre l'antisémitisme se fera dans la solidarité !

Auteur : Commission Antiracisme politique

Date : 19 août 2020

Contexte : Le 6 août 2020, rue Archureau à Paris (19^e), David, 29 ans, portant kippa, est violemment agressé par deux hommes qui le roue de coups sur fond d'insultes antisémites et de menaces de mort.

Dans la même période, deux tentatives d'incendie ont lieu à la mosquée de Bron et à la mosquée Essalem de Lyon (2^e).

Lien : <https://ujfp.org/la-lutte-contre-lantisemitisme-se-fera-dans-la-solidarite/>

David, 29 ans, portant la kippa, a été violemment agressé, le 6 août, à Paris, par deux hommes qui l'ont tabassé – dix jours d'ITT – en criant, selon son témoignage : « *Sale juif, sale fils de pute, sale race [...] on va te crever* ». Le caractère antisémite de cet acte de violence est avéré. Les réactions ne se sont pas faites attendre : Meyer Habib, Éric Dupond-Moretti, Valérie Pécresse...

Très vite, les Musulmans ont été incriminés. La Seine-Saint-Denis serait un enfer pour les Juifs, qui n'auraient qu'une solution : se réfugier dans le 17^{ème} arrondissement ou... en Israël. Ou comment se servir d'un racisme pour en légitimer un autre !

L'UJFP condamne vivement cette agression. Mais nous n'avons pas d'œillères. La montée du racisme dans notre pays est inquiétante, mais elle ne touche pas que les Juifs, loin s'en faut, et même pas principalement les Juifs.

On aurait apprécié des réactions aussi vives quand d'autres racisés sont victimes de l'islamophobie, de la négrophobie, de l'antitsiganisme et des violences policières racistes.

Une mosquée a été incendiée à Bron, il y a quelques jours et nous n'avons pas entendu de réactions officielles. Quant à l'UJFP, elle a été représentée par un de nos militants lyonnais ([voir sur notre site](#)) qui a exprimé notre solidarité sans faille. Depuis, un nouvel incendie, à Lyon cette fois, a été perpétré.

L'UJFP a aussi exprimé sa solidarité avec Franco Lollia, qui va passer devant la Justice pour avoir dénoncé la négrophobie d'État sur le socle de la statue de Colbert, l'« honorable » et honoré auteur du « Code noir ».

Nous sommes aussi vigilants contre la xénophobie d'État qui vise les migrants.

On ne gagnera pas la bataille contre le racisme, si l'on semble privilégier une forme de racisme, l'antisémitisme. On ne gagnera pas la bataille contre l'antisémitisme, si l'on n'agit pas dans la solidarité avec et entre tous les racisés. Plus jamais ça, pour toutes et tous, et pas que pour nous ! C'est la voie que l'UJFP a choisie en formant une plateforme antiraciste politique avec des associations noires, musulmanes et rroms (le CRAN, la BAN, le CCIF et La Voix des Rroms).

La Commission Antiracisme politique pour la Coordination nationale de l'UJFP, le 19 août 2020



73.

Montreuil : tags anti-Juifs et anti-Rroms sur l'école Anne Frank.

Auteur : Bureau national de l'UJFP

Date : 27 décembre 2016

Contexte : Le 25 décembre 2016, des inscriptions racistes visant les Juifs et les Rroms sont découvertes devant l'école Anne Frank de Montreuil.

Curieusement les réactions n'évoquent que le caractère antisémite de l'acte raciste. Ainsi, Le Figaro titre-il : « Condamnations après la découverte d'inscriptions antisémites sur une école de Montreuil ».

Lien : <https://ujfp.org/montreuil-tags-anti-juifs-et-anti-rroms-sur-lecole-anne-frank/>

Dans la nuit de Noël qui était aussi, hasard du calendrier cette année, celle de la veille de Hanoucca, des tags violemment anti-Rroms et antisémites ont sali l'entrée d'une école portant le nom et, sur sa façade la silhouette, d'Anne Frank.

Une telle cible en dit long sur la signification barbare que l'auteur des tags a voulu donner à son geste.

« Juden kaputt », « Extermination de ces sales cafards de Rroms »... Juifs et Rroms, tous victimes du génocide, à nouveau rassemblés par la haine ; croix gammée et étoile de David complétaient les slogans criminels.

Cet acte survient à Montreuil (Seine St-Denis), une ville connue pour avoir laissé pendant des mois 13 familles Rroms à la rue et où se sont développés deux grands bidonvilles pour lesquels ni la mairie ni surtout l'État ne propose de solution satisfaisante. Un état de fait favorable au développement d'une parole raciste.

En ces temps où un discours islamophobe se libère avec (au minimum) le laisser-faire de l'État, toutes les formes du racisme s'expriment de plus en plus.

Une de ses formes les plus sournoises nous touche particulièrement : le philosémitisme d'État.

Le « tweet » de notre ministre de l'Éducation en est la parfaite illustration « Abjectes inscriptions antisémites et racistes sur les murs de l'école Anne Frank de Montreuil. Cet acte ne restera pas impuni ». Où sont passées les inscriptions romaphobes ? Quel agenda la ministre a-t-elle en tête quand elle les passe volontairement sous silence ? Alors que, nous disent les membres du comité de

soutien des Rroms de Montreuil « nous avons surtout constaté l'expression d'actes de solidarité, et une volonté de la population montreuilloise de vivre dans la fraternité ».

Au côté de nos amis rroms nous ne laisserons rien passer et exigeons que les auteurs soient retrouvés et condamnés.

Le Bureau national de l'Union juive française pour la paix condamne avec force ces agissements odieux et appelle à renforcer la vigilance et la mobilisation.

Le Bureau national de l'UJFP, le 26 décembre 2016.



74.

Le manifeste de la haine et de la stigmatisation

Auteur : Bureau national de l'UJFP

Date : 24 avril 2018

Contexte : Une tribune rédigée par un collectif, dont Philippe Val, réunit 300 signataires contre « le nouvel antisémitisme » qui serait le « fruit d'un islam identitaire, voire radical, avec la complicité d'une partie des élites françaises – sous le couvert de l'antisionisme –, le tout dans le « silence médiatique ». Elle va jusqu'à demander l'abrogation de versets du Coran. Elle est publiée dans *Aujourd'hui en France Dimanche*. Parmi les signataires, l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, trois anciens Premiers ministres, l'ex-maire de Paris Bertrand Delanoë, des élus, des intellectuels, quelques artistes...

Lien : <https://ujfp.org/le-manifeste-de-la-haine-islamophobe/>

Un texte écrit par Philippe Val et intitulé « cette terreur qui se répand » a été signé par 300 « éminentes » personnalités. Ce texte prétend lutter contre l'antisémitisme. Ce texte est dangereux pour tous le monde.

Vous avez dit antiracistes ?

Qui sont ces éminents antiracistes qui signent ce manifeste ? Il y a Manuel Valls, qui expliquait en septembre 2013 que « les Roms ont vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie ». Il y a Nicolas Sarkozy qui a passé son quinquennat à pourchasser les sans-papiers et dont un ministre déclarait à propos des Arabes : « quand il y en a un, ça va, c'est quand il y en a plusieurs que ça peut poser des problèmes ». Il y a Laurent Wauquiez qui fait du copier-coller de Marine Le Pen sur l'immigration. Il y a Alain Finkielkraut qui déclarait sur l'équipe de France de football : « elle n'est pas black blanc beur. Elle est black black black et tout le monde se moque de nous ».

On pourrait continuer longtemps cet inventaire à la Prévert. Bien sûr, ces braves gens vont s'étrangler si on parle de racisme d'État ou de racisme structurel encouragé par l'État, par les administrations et par la politique de ségrégation territoriale...

L'antisémitisme en France

L'antisémitisme, de nombreux Juifs l'ont connu dans leur chair. L'attribuer aux musulmans est une contre-vérité meurtrière. Pétain, Laval et les auteurs de la rafle du Vél' d'hiv' n'étaient pas musulmans. En cette période, ils disaient des Juifs ce qu'aujourd'hui certains disent des Musulmans : « inassimilables », « n'ont pas vocation à vivre en France ». Prenez ce qu'on dit aujourd'hui des Noirs, des Roms, des Arabes et des Musulmans et mettez à la place le mot « juif ». Vous avez les discours des années 1930 et on sait où cela a mené.

Simplisme et contrevérités.

Quand on parle de racisme, on ne parle pas comme au café du commerce, à moins de vouloir faire des simplifications populistes comme le Front National. D'où sortent ces chiffres abracadabrantesques : « les Français juifs ont 25 fois plus de risques d'être agressés que leurs concitoyens musulmans. 10 % des citoyens juifs d'Île-de-France... ont été contraints de déménager » ? Nos statisticiens amateurs ont sûrement fait des recherches sur les violences subies par ceux qu'ils appellent avec mépris « les quartiers ». Ont-ils entendu parler d'Adama Traoré, de Zyed et Bouna, de Lamine Dieng et de tant d'autres ?

Le texte parle de la « radicalisation islamiste ». Nous y voilà. Toutes les études sur les auteurs d'attentats antisémites ou sur ceux qui sont partis en Irak ou en Syrie montrent que le cheminement a été majoritairement un passage par la délinquance et la prison puis la découverte d'un discours « radical ».

Épuration ethnique ?

Le manifeste parle « d'épuration ethnique » contre les Juifs français. On pourrait croire que les signataires de ce texte parlent du nettoyage ethnique de 1948 contre les Palestiniens, cause d'une guerre coloniale qui dure depuis des décennies. Eh bien non ! Ces gens confondent sciemment antisionisme et antisémitisme. Ils essaient de faire croire que tous ceux qui critiquent Israël, à commencer bien sûr par la « gauche radicale » et les « Musulmans », sont des antisémites.

La guerre du bien contre le mal

Les signataires de ce texte s'inscrivent dans la logique du discours de Georges W Bush contre l'axe du mal » en 2002. Le mal pour eux, c'est bien sûr l'islam. Pas tout l'islam, pas le roi d'Arabie Saoudite. Ce régime féodal et patriarcal est dans le camp du « bien ». L'ennemi, c'est le musulman des quartiers.

L'islam, voilà l'ennemi

Nos signataires veulent expurger les textes religieux coraniques de propos inacceptables.

Pourquoi ne demandent-ils pas aussi aux Chrétiens de retirer du Nouveau Testament le texte qui dit que les Juifs demandent aux Romains de tuer Jésus ?

Pourquoi ne proposent-ils pas de nettoyer certains textes de la Bible hébraïque repris par les colons : « Annihilez les Amalécites du début jusqu'à la fin. Tuez-les, et dépouillez-les de toutes leurs possessions. Ne leur montrez aucune pitié. Tuez sans arrêt, l'un après l'autre. Ne laissez aucun

enfant, aucune plante, aucun arbre. Tuez leur bétail, des chameaux aux ânes ». Ils vont sûrement exiger qu'on cesse d'assimiler les Palestiniens aux Amalécites.

Vivre ensemble dans l'égalité des droits.

C'est la seule issue non barbare, en France comme au Proche-Orient. Contre ceux qui prêchent la haine, refusons la division, la stigmatisation et le racisme sous toutes ses formes ! Nous serons toujours au côté des victimes de ce racisme.

Bureau national de l'UJFP



Index lexical

AIPAC.....	4
Amalécites.....	19
antiracisme politique.....	2, 6, 10 sv
antisémitisme.....	2 sv, 8 sv, 11 sv, 17 sv
antisémitisme	3
antisionisme.....	4, 8 sv, 11, 17 sv
antitsiganisme.....	14
apartheid.....	2 sv, 7 sv
Arabes.....	5, 7, 9, 17 sv
attentat.....	18
BAN.....	14
BDS.....	2 sv, 5, 7 sv, 12
Bensoussan, Georges.....	5
Blanquer, Jean-Michel.....	10
Boniface, Paascal.....	7
bouc émissaire.....	6
Boutelja, Houria.....	7
boycott.....	2 sv, 5, 12
Boycott.....	3, 8
Bund.....	4

Bush, George.....	8
CCIF.....	7, 14
Commissariat Général à l'Égalité des Territoires.....	12
CRAN.....	14
CRIF.....	3 sv, 12
croix gammée.....	15
Cukierman, Roger.....	12
déclaration Balfour.....	4, 8
décoloniser.....	7
Dieng, Lamine.....	18
DILCRAH.....	11
discriminations systémiques.....	10
Dupond-Moretti, Éric.....	13
État d'Israël.....	12
étoile de David.....	15
Fanon, Frantz.....	12
Finkelkraut, Alain.....	17
Frank, Anne.....	15
Front National.....	18
génocide.....	8, 15
Habib, Meyer.....	13
Hanoucca.....	15
immigration.....	8, 11, 17
intersectionnalité.....	9
islamophobie.....	3, 5 sv, 14
Jewish Voice for Peace.....	9
judaïsme.....	9, 11 sv
judéité.....	12
kippa.....	13
La Voix des Rroms.....	14
Laval.....	18
LDJ).....	4
Le Pen, Marine.....	17
libéralisme.....	6 sv
liberté d'expression.....	5
liberté d'opinion.....	8
LICRA.....	11
Lollia, Franco.....	14
Macron, Emmanuel.....	4, 8, 11 sv
migrants.....	5 sv, 14
Montreuil.....	15
mosquée incendiée.....	14
Musulmans.....	4 sv, 9, 18
négrophobie d'État.....	14
négrophobie,.....	3, 14
oppression coloniale.....	2
Pécresse, Valérie.....	13
philosémitisme.....	4 sv, 11 sv, 15
philosionisme.....	8, 12
Plenel, Edwy.....	12

racisation.....	11
racisés.....	3, 11, 13 sv
racisme.....	2 sv, 6 sv, 18 sv
racisme d'État.....	10, 18
rafle du Vél' d'hiv'.....	12, 18
rroms.....	14, 16
Rroms.....	1, 3, 14 sv
Sarkozy, Nicolas.....	17
Sarsour, Linda.....	9
Seine-Saint-Denis.....	13
Shoah.....	3
Sibony, Michèle.....	5
Sud Éducation.....	10
terrorisme.....	6 sv
Tevanian, Pierre.....	10
Traoré, Adama.....	18
Une parole juive contre le racisme.....	3, 12
Val, Philippe.....	17
Valls, Manuel.....	4, 11 sv, 17
violences policières.....	3, 14
vivre ensemble.....	19
xénophobie d'État.....	14
Zyed et Bouna.....	18

Retrouvez les articles de l'UJFP sur son site :

<https://ujfp.org>

